LIBYE

Un général dissident revendique des raids aériens près de Tripoli

Deux avions non identifiés ont bombardé lundi près de la capitale libyenne des positions de miliciens rivaux s'affrontant à l'arme lourde, a annoncé le gouvernement, une attaque revendiquée par un général dissident.

Les Etats-Unis et la France ont tenu à nier leurs implications dans ces raids. Dans un communiqué, le gouvernement provisoire sans réelle autorité sur le pays, a indiqué «tout ignorer pour le moment de l'identité des deux avions» qui ont bombardé, selon lui, avant l'aube des positions de miliciens en conflit dans la banlieue de Tripoli.

Mais le général Saqr Jarouchi, un proche du général dissident Khalifa Haftar hostile aux islamistes, a assuré à l'AFP que ce sont les avions de ce dernier qui en étaient à l'origine. «Ce sont nos avions qui ont lancé les raids», a-t-il affirmé, ajoutant que des «miliciens de Misrata ont été pris pour cible».

Les miliciens islamistes de Misrata (est) affrontent à l'arme lourde des miliciens de la région de Zenten (ouest), des nationalistes qui auraient les faveurs du général Haftar, pour le contrôle d'un pont, un verrou de l'aéroport, situé dans le sud de Tripoli et aux mains des milices de Zenten.

Toutefois, la revendication du général Haftar a été mise en doute par la branche de l'armée de l'air libyenne qui ne s'est pas ralliée à lui à Benghazi (est) et qui reste toujours basée à Tripoli.

«C'est un raid mené par des avions étrangers et non libyens», a-t-elle affirmé dans un communiqué.

Elle a expliqué que les avions libyens ne pouvaient pas mener d'attaques nocturnes et n'avaient pas les moyens d'être ravitaillés en vol en venant de bases aussi éloignées que celles contrôlées par le général Haftar.

Quant au gouvernement provisoire, il a indiqué avoir chargé l'état-major et les renseignements militaires d'enquêter.

«Les parties doivent cesser de se battre, accepter le dialogue et se retirer de Tripoli et des autres villes libyennes», a réclamé le gouvernement qui s'est dit en contact avec des pays «amis» pour tenter d'identifier les deux avions.

La France a démenti toute implication: «Les rumeurs faisant état de frappes aériennes en Libye auxquelles la France aurait participé sont infondées. La priorité de la France est d'obtenir un accord politique afin que les combats cessent à Tripoli, à Benghazi et partout en Libye».

Photo : DR.

Même position à Washington où le département d'Etat a assuré que «les Etats-Unis n'étaient pas impliqués de quelque manière que ce soit dans ces évènements». Sa porte-parole Marie Harf a réclamé aux belligérants «un cessez-le-feu immédiat et le début d'un dialogue politique».

Les premiers survols ont eu lieu lundi vers 02H00 locales, et, selon un habitant, une forte explosion a été entendue, suivie par d'autres. «Les explosions ont été clairement entendues dans les quartiers de l'est de Tripoli», à quelque 15 km du centre de la ville, a indiqué cet habitant à l'AFP.

Selon la télévision Libya awalan (La Libye d'abord), proche du général Haftar, «l'aviation militaire a bombardé différentes positions» près de Tripoli.

Le général Haftar conduit une opération contre les «groupes terroristes», qui font la loi à Benghazi depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. La Libye est en proie à des combats meurtriers entre milices rivales depuis la mi-juillet, poussant le Parlement élu le 25 juin à demander la semaine dernière une intervention étrangère pour protéger les civils.

Depuis la chute du régime Kadhafi après huit mois de révolte, les autorités transitoires ne sont pas parvenues à rétablir l'ordre et la sécurité en Libye, et les milices formés d'anciens rebelles y font la loi.

IRAK

Le grand mufti d'Arabie saoudite qualifie les éléments de l'État islamique d'«ennemi numéro un de l'islam»

Le grand mufti d'Arabie saoudite, Abdel Aziz Al-Cheikh a qualifié hier, les membres du groupe l'Etat islamique (EI) et du réseau Al-Qaïda d'«ennemi numéro un de l'islam».

«Les idées d'extrémisme, de radicalisme et de terrorisme (...) n'ont rien à voir avec l'islam et (leurs auteurs) sont l'ennemi numéro un de l'islam», a souligné dans un communiqué le mufti qui a cité l'Etat islamique en Irak et en Syrie, ainsi qu'Al-Qaïda.

Le grand mufti a ajouté que «les musulmans sont les principales victimes de cet extrémisme, comme en témoignent les crimes perpétrés par le soi-disant EI, Al-Qaïda et les groupes qui leur sont liés».

Depuis le 9 juin, l'EI s'est emparé de pans entiers du territoire de l'Irak. Selon des responsables irakiens et des témoins, les membres de l'EI ont commis plusieurs massacres dans les régions conquises, notamment dans le nord du pays où ils ont tué des dizaines de personnes appartenant à la minorité yazidie.

Al-Qaïda est également présente dans plusieurs pays notamment en Irak et en Afghanistan, en ayant recours aux attaques armées et aux attentats à la bombe.

TURQUIE

25 policiers arrêtés dans l'affaire des écoutes illégales

Les autorités turques ont interpellé hier nouveaux policiers dans le cadre de l'enquête ouverte sur des écoutes illégales de conversations téléphoniques du Premier ministre et président élu Recep Tayyip Erdogan, ont rapporté les médias.

Ce coup de filet, le troisième depuis juillet, s'est déroulé dans douze villes turques, dont Istanbul et Izmir (ouest), a précisé l'agence de presse Dogan.

A l'issue des précédentes opérations de ce type, plusieurs dizaines de policiers, dont certains gradés de haut rang, avaient déjà été inculpés et écroués dans le cadre de cette affaire, notamment pour «constitution et direction d'une entreprise criminelle».

Parmi les personnes placées hier en garde à vue figure l'ancien chef adjoint des services de renseignement de la police d'Izmir, Hasan Ali Okan, qui avait été démis de ses fonctions l'hiver dernier à l'occasion d'une série de purges sans précédent qui ont visé plusieurs milliers de policiers et de magistrats.

M. Erdogan reproche à son ancien allié, Fethullah Gülen, qui vit aux Etats-Unis depuis 1999, d'avoir manipulé pour lui une enquête ouverte en décembre sur un vaste scandale de corruption l'impliquant avec son entourage.

L'essentiel des éléments à charge visant le Premier ministre et son gouvernement a été obtenu par des écoutes téléphoniques et publié sur les réseaux sociaux.

A la tête du gouvernement depuis 2003, M. Erdogan, 60 ans, a été élu chef de l'Etat le 10 août pour un mandat de cinq ans. Il doit prendre ses fonctions le 28 août.

SELON UN MINISTRE PALESTINIEN

Le coût de l'agression israélienne se chiffre en milliards de dollars

On estime de six à huit milliards de dollars le coût pour les Palestiniens de l'agression militaire israélienne de près de deux mois contre la bande de Ghaza, a indiqué lundi un ministre palestinien.

Après le blocus et plus de 40 jours de guerre, «le territoire est maintenant une zone dévastée qui va requérir des efforts de reconstruction concertés», a indiqué Mufeed al-Hasayna, ministre du Logement et des Travaux publics du gouvernement d'unité palestinien, lors d'une rencontre-atelier dans la ville de Ghaza.

«Au cours des six dernières années, Israël a mené trois guerres contre la bande de Ghaza et a maintenu son blocus rigoureux», a souligné M. Hasayna.

«Cette guerre est la plus dure et la plus longue, et elle a des répercussions négatives sur la population et les conditions de vie.»

Au cours de la rencontre, des représentants d'organisations internationales et de pays donateurs ont discuté de la façon d'organiser le processus de reconstruction sur le territoire, en se concentrant principalement sur le problème des quelque 250 000 Palestiniens déplacés dont les maisons ont été détruites par les bombardements.

«Près de 20 000 logements ont été complètement détruits ou très gravement endommagés et ne sont plus habitables, tandis que 40 000 logements ont besoin d'être rénovés», a précisé M. Hasayna. «Il est aussi urgent de ramasser tous les gravats provenant des maisons détruites», a-t-il ajouté.

(APS)